



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 21/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Post contradictoire**

Visite d'inspection du 01/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ALSACHIMIE**

CHALAMPE  
BP 267  
68100 Mulhouse

Références : 0006700538\_2025\_04\_01\_ALSACHIMIE\_CHALAMPE\_VIIC-séisme  
Code AIOT : 0006700538

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2025 dans l'établissement ALSACHIMIE implanté BP 267 68490 Chalampe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite de contrôle s'inscrit dans le cadre de la gestion du risque parasismique sur les installations du site. L'objectif de l'inspection est de vérifier :

- l'application sur site des plans de surveillance mis en place par l'exploitant pour certains des équipements concernés par le risque sismique,
- l'adéquation des installations avec les hypothèses introduites par l'exploitant dans son étude séisme.

Cette visite de contrôle accompagne l'examen de l'étude séisme transmise par l'exploitant le 24 décembre 2021 en application des dispositions de la section II de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Référence réglementaire prise pour le contrôle :

- Section II de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Au sens de la présente visite, il est considéré les définitions suivantes :

Équipement critique au séisme (ECS) : équipement dont la défaillance en cas de séisme conduit à des phénomènes dangereux susceptibles de générer des zones de dangers graves (au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005) en dehors des zones sans occupation humaine permanente hors des limites de propriété du site.

Zones sans occupation humaine permanente : zones ne comptant aucun établissement recevant du public, aucun lieu d'habitation, aucun local de travail permanent, ni aucune voie de circulation routière d'un trafic supérieur à 5 000 véhicules par jour et pour lesquelles des constructions nouvelles sont interdites.

Barrière de Prévention, d'Atténuation d'effets ou de Protection (BPAP) : ouvrage ou équipement dont la perte de fonctionnalité induirait, de façon indirecte, un phénomène dangereux conduisant à des effets létaux sur des zones à occupation humaine permanente (ex : utilité indispensable, dégâts dans la salle de commande ou blessures des opérateurs d'un ECS empêchant la mise en œuvre des procédures de sécurité, perte des moyens d'intervention ou d'extinction). La BPAP ne fait pas obligatoirement partie d'une installation classée. Attention, de par leur fonctionnalité et leurs actions, les BPAP ont les mêmes exigences en termes de tenue au séisme que les ECS.

Ouvrage Agresseur Potentiel (OAP) : ouvrage ou équipement pouvant être source d'agressions mécaniques externes (d'énergie cinétique suffisante) d'un ECS ou d'une BPAP (ex : chute d'une cheminée induisant l'endommagement d'un réservoir). L'OAP ne fait pas obligatoirement partie d'une installation classée. Attention, de par son action, un OAP a les mêmes exigences en termes de tenue au séisme que les ECS.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALSACHIMIE
- BP 267 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0006700538
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ALSACHIMIE est une Joint-Venture détenue à 51 % par le groupe BASF et à 49 % par le groupe DOMO CHEMICALS GmbH. La société ALSACHIMIE exploite ses installations au sein de la plateforme chimique WEurope, située dans la zone industrielle d'Ottmarsheim et qui s'étend sur les communes de Chalampé, Bantzenheim et Ottmarsheim. A ce titre, le site est autorisé à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement (site Seveso Seuil Haut et

IED). Il est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral du 25 août 2016.

L'établissement a pour vocation de produire des matières premières destinées à la fabrication du Nylon 6-6.

### **Thèmes de l'inspection :**

- NATECH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	plan de visite	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	étude séisme	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12 et 9	Demande d'action corrective	6 mois
3	Maintenance des Ouvrages Agresseurs Potentiels (OAP)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Échéancier travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés dans le cadre du contrôle mené par l'Inspection des installations classées mettent en avant l'existence de non-conformités aux conditions d'exploiter concernant :

- l'incomplétude et l'irrégularité de l'étude séisme,
- l'absence de plan de maintenance pour certain des OAP des installations.

Un point de contrôle nécessite la transmission par l'exploitant de justificatifs afin que l'Inspection puisse conclure sur le respect de la prescription contrôlée (détail des contrôles réalisés sur les ancrages et fixations associés aux équipements sous pression caractérisés comme ECS par l'exploitant).

Enfin l'Inspection propose d'acter par voie d'arrêté l'échéancier dors et déjà proposé par l'exploitant concernant les travaux à mettre en œuvre dans le cadre de la protection parasismique de ses installations, ce en application des principes de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan de visite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 11
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séisme
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>« L'exploitant élabore et met en œuvre un plan de visite des équipements critiques au séisme identifiés dans l'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 du code de l'environnement.</p> <p>« Ce plan a pour objectif de s'assurer de l'intégrité des équipements et de la qualité de leurs ancrages et fixations. Les contrôles effectués dans le cadre de la section I du présent arrêté, ou effectués au titre de la réglementation applicable aux équipements sous pression, valent contrôles au titre du présent article. Ce plan peut être élaboré sur la base de guides techniques reconnus par le ministère chargé de l'environnement.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Les constats associés à cette prescription sont détaillés en annexe n°1, non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'exploitant transmet à l'Inspection sous 3 mois les éléments permettant de démontrer que le suivi qu'il réalise sur ces ECS lui permet de garantir la qualité des ancrages et fixations des équipements concernés. Pour ce faire, il lui appartient d'explicitier le contenu des contrôles qu'il réalise et qu'il démontre en quoi ils répondent à la prescription contrôlée.</li> <li>• Par ailleurs, il appartient à l'exploitant d'être attentif au périmètre des équipements à intégrer à son plan de visite établi dans le cadre de l'application de la section II de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. En effet, dans le cas où l'équipement concerné ne serait suivi ni au titre de la réglementation des ESP, ni au titre du plan de modernisation des installations (cf section I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010), l'exploitant n'a en l'état pas identifié le besoin de le suivre au titre de la réglementation parasismiques à mettre en œuvre.</li> <li>• Il appartient également à l'exploitant de s'assurer que les contrôles qu'il réalise au titre de la section I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ou de la réglementation lui permettent bien de couvrir les pré-requis relatifs aux ancrages et fixations des équipements critiques au séisme.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : étude séisme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12 et 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séisme
<b>Prescription contrôlée :</b>

Extrait de l'article 12 :

« [...]

L'exploitant élabore une étude séisme permettant de :

- justifier qu'il n'y a plus d'équipements critiques au séisme, en appliquant les accélérations de calcul de l'article 14-1-I-a) pour les installations nouvelles, et de l'article 14-1-I-b) pour les installations existantes, après prise en compte le cas échéant de l'article 14-2, et après prise en compte le cas échéant des ouvrages agresseurs potentiels ainsi que des barrières de protection restant opérationnelles et efficaces à ces accélérations ;

- présenter l'ensemble des équipements devant être étudiés et les dispositions prises pour assurer la pérennité de leur efficacité reprenant au minimum le plan de visite mentionné à l'article 11 ; [...]

»

Extrait de l'article 9 :

« Aux fins de la présente section, on entend par : [...]

- Zones sans occupation humaine permanente : zones ne comptant aucun établissement recevant du public, aucun lieu d'habitation, aucun local de travail permanent, ni aucune voie de circulation routière d'un trafic supérieur à 5 000 véhicules par jour et pour lesquelles des constructions nouvelles sont interdites.

- Équipement critique au séisme : équipement dont la défaillance en cas de séisme conduit à des phénomènes dangereux susceptibles de générer des zones de dangers graves (au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005) en dehors des zones sans occupation humaine permanente hors des limites de propriété du site. »

**Constats :**

Les constats associés à cette prescription sont détaillés en annexe n°1, non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Concernant les zones à occupation humaine permanente, bien que les principes du chapitre B2 de la fiche n°1 de la circulaire du 10 mai 2010 (récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source), permettent de ne pas compter certaines entités du fait de l'incorporation de ces dernières dans le POI de l'établissement, il apparaît peu pertinent pour l'Inspection d'utiliser ces éléments dans le cadre de la gestion d'un accident post séisme, où des consignes d'évacuation antagoniste devraient être appliquées pour protéger les tiers impactés (évacuation à l'extérieur d'un bâtiment pour le séisme, confinement à l'intérieur d'un bâtiment pour la gestion d'un scénario toxique par exemple). Par ailleurs, l'Inspection rappelle que ces principes peuvent être mis en œuvre sous respect strict des conditions imposées par la circulaire.
- Concernant les éléments de complétude et de régularité, l'exploitant est invité à se référer aux guides faisant référence en matière d'étude séisme (le guide DT106 de France Chimie notamment).
- Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures adéquates pour respecter les

hypothèses.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Maintenance des Ouvrages Agresseurs Potentiels (OAP)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séisme
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Principes généraux de prévention des risques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels. »
<b>Constats :</b>  Les constats associés à cette prescription sont détaillés en annexe n°1, non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 4 : Échéancier travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séisme
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  « L'exploitant élabore une étude séisme permettant de : [...] « - présenter un échéancier des travaux à réaliser dans les délais précisés à l'article 13, le cas échéant, dont la priorisation peut être justifiée par une étude technico-économique. [...]
<b>Constats :</b>  Faisant suite à l'étude des ECS, OAP et Barrière de Prévention, d'Atténuation d'effets ou de Prévention, l'exploitant définit dans son étude un échéancier de travaux afin d'atteindre l'objectif fixé par l'article 12 de l'arrêté du 4 octobre 2010 à savoir : « <i>justifier qu'il n'y a plus d'équipements critiques au séisme</i> ». Concernant les délais mentionnés dans la prescription contrôlée, concernant

les travaux à réaliser, l'article 13 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 prévoit que le préfet prend acte par arrêté de l'échéancier de mise en œuvre des moyens techniques nécessaires à la protection parasismique des installations, et que l'échéancier ne dépasse pas neuf ans à compter de la date de l'arrêté précité. Les propositions de travaux formulées par l'exploitant s'étalent entre 2020 et 2032. Il convient donc de fixer l'échéancier proposé cohérent avec les contraintes fixées par les dispositions contrôlées. Il est à noter compte tenu de l'incomplétude de l'étude séisme que l'arrêté qui sera proposé ne sera qu'une "prise d'acte" partielle concernant la mise en œuvre des mesures de protections parasismiques. Cependant, compte tenu du délai, d'ores et déjà écoulé depuis la remise de l'étude par l'exploitant, il convient de fixer par voie réglementaire les travaux à mettre en œuvre telle que la réglementation le prévoit.

**Type de suites proposées :** Sans suite